



**drynet**

www.dry-net.org

No. 3

Septembre 2008

# Des Nouvelles Drynet

Une démarche internationale pour l'avenir des terres arides

Le projet Drynet réunit 14 associations de par le monde qui travaillent ensemble à lutter contre la dégradation des terres.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### SOMMAIRE

#### ACTUALITÉS DU MONDE

- Des nouvelles de Drynet 1
- La crise alimentaire mondiale 2
- Agenda international 2008 3
- Les agrocarburants 4

#### ACTUALITÉS DES RÉGIONS DU MONDE

- Le Développement des biocarburant en Afrique 5
- l'expérience de Thiambène Till 8

PUBLIE PAR



ENDA - TM / Programme « Energie, Environnement, Développement »

54, rue Carnot - B.P. 3370 - Dakar - Sénégal -

Tel. : (221) 33 822 59 83 / 33 822 24 96

Fax : 33 821 75 95 / 33 823 51 57

e-mail : enda.energy@orange.sn /

URL: http://energie.enda.sn

Voir les "Nouvelles" sur / www.endaenergy.org



Traduit en français par CARI



Ce projet est financé par l'Union Européenne

## Drynet Update

Bienvenue à la troisième édition des "Nouvelles de Drynet", la newsletter du projet Drynet qui vous informe sur les questions et les points de vue locaux des terres arides. Ce numéro s'attache à la crise alimentaire mondiale et à ses implications sur la sécurité alimentaire en terre aride. Il va également aborder la question des bio et agrocarburants. Les partenaires de Drynet ont affirmé que les récentes hausses des prix des produits alimentaires ont tendance à toucher particulièrement les personnes vivant dans des régions où la sécurité alimentaire est souvent problématique.

Ces inquiétudes ont été soulevées lors de la réunion de mi-parcours du projet Drynet qui s'est tenue du 30 juin au 2 juillet 2008 à Cape Town en Afrique du Sud. Cette réunion s'est déroulée dans la bonne humeur, dans un esprit très positif et plein d'énergie, ce qui a pu vraisemblablement stimuler tous les partenaires pour continuer sur la voie de la coopération et raviver leur intérêt

afin qu'ils se mobilisent dans le combat contre la sécheresse et la désertification.

Il est ressorti de cette réunion que tous les partenaires s'investissent de plus en plus en tant que parties prenantes locales et nationales, dans les processus de développement et de politique, et dans l'application des statuts des plans d'actions de l'UNCCD (la Convention des Nations unies de Lutte contre la désertification) et des autres plans de développement semblables à déployer dans leurs pays. Depuis le début du projet, nous maîtrisons mieux le rôle que les organisations de la société civile peuvent jouer dans le développement et le soutien de telles politiques pour des modes de vie durable en terre aride. Nous avons également défini les premières étapes visant à améliorer les processus participatifs. La prochaine étape consistera à doter les organisations locales de plus de moyens pour s'assurer de la mise en œuvre des changements nécessaires.

Par le partenaire Drynet, Both ENDS, aux Pays-Bas.



L'équipe Drynet en Afrique du Sud.

## INFORMATIONS GENERALES

### La crise alimentaire mondiale

La menace de la sécurité alimentaire guette la plupart des pays en développement. Les prix des produits alimentaires ont doublé ces 3 dernières années. Comme toujours, ce sont les pauvres qui vont subir les conséquences de la crise et les zones arides se caractérisent par des niveaux de pauvreté disproportionnellement hauts. Environ la moitié des 854 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde vivent sur des terres marginales, sèches ou dégradées. Les législateurs semblent oublier ces faits lorsqu'ils vendent le potentiel de développement des cultures destinées au biocarburant telles que le jatropha et sa capacité à pousser sur des terres marginales, souvent les seules terres restant aux pauvres.

La récente envolée des prix des produits alimentaires tient aux politiques peu sensées des régimes internationaux et à l'effet de renforcement mutuel de facteurs multiples. Les facteurs énoncés le plus souvent sont la spéculation sur les céréales, les biocarburants, la sécheresse et les mauvaises récoltes qui s'ensuivent dans les principales régions céréalières, la demande accrue en fourrage dans les économies émergentes et la montée des prix du carburant. Un régime commercial non équitable, c'est-à-dire qui tolère un protectionnisme par les riches tout en faisant subir le libéralisme aux pauvres, représente un autre facteur significatif, dont l'impact est souvent sous-estimé. Les biocarburants représentent non seulement une concurrence pour les cultures alimentaires, mais accroissent également l'élasticité et l'augmentation des prix de la nourriture en

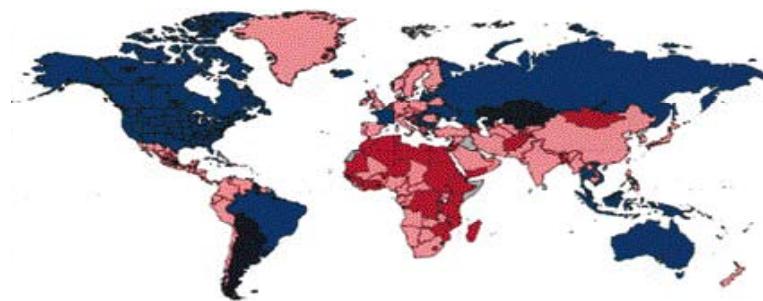
les associant aux prix du carburant. La spéculation des marchés mondiaux non réglementés a amplifié l'impact de la sécheresse et la montée en flèche des biocarburants tout en épuisant les réserves alimentaires de sécurité.

Le commerce non équitable a également ébranlé une partie de la sécurité alimentaire, souvent conjointement à d'autres facteurs. Le dumping des excédents de maïs du Mexique comme conséquence des subventions des agriculteurs américains a miné le mode de vie de millions d'agriculteurs mexicains. Ce maïs a ensuite été dévié pour alimenter le secteur du biocarburant des Etats-Unis mêmes, déclenchant une crise alimentaire au Mexique. De plus, l'abandon de la culture du maïs par les agriculteurs mexicains à la suite du dumping des Etats-Unis a entraîné une diminution conséquente de la biodiversité du maïs. De tels syndromes sont communs à un bon nombre de pays en développement qui, à cause de ce régime commercial sont passés d'exportateurs à importateurs de produits alimentaires.

Les cultures commerciales ont aussi été déterminantes pour la sécurité alimentaire, donnant ainsi aux agriculteurs un revenu leur permettant d'acheter de la nourriture. Les filières du coton et de l'arachide du Sahel ont été sérieusement touchées par le commerce non équitable, entraînant la perte de millions de revenus, l'abandon de terres et la migration vers les villes. L'abandon des terres ajouté à la sécheresse a provoqué une nouvelle érosion et dégradation du Sahel. La forte croissance démographique des villes qui s'ensuit est un facteur supplémentaire de la menace pour la sécurité alimentaire.

A la racine, les populations n'ont pas d'autre alternative que de lutter contre cette accumulation de circonstances défavorables. Plusieurs initiatives innovantes de l'agriculture durable ont dédommagé en partie les caprices des régimes internationaux en renforçant la sécurité alimentaire locale. Elles ont besoin de notre soutien, et ce plus que jamais.

Des actes concertés à réaliser d'urgence peuvent renverser la situation actuelle



Source: Worldbank

Impact des augmentations du prix de la nourriture prévues en 2007-2008 sur les balances commerciales

- Large losers (trade balance worsening > 1% 2005 GDP)
- Moderate losers (trade balance worsening < 1% 2005 GDP)
- Moderate gainers (trade balance improving < 1% 2005 GDP)
- Large gainers (trade balance improving > 1% 2005 GDP)
- No data

Source: [http://news.bbc.co.uk/2/hi/in\\_depth/7284196.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/7284196.stm)

## INFORMATIONS GENERALES

Au niveau national, le soutien de l'Etat et l'accès des petits exploitants agricoles à la terre et au marché, ainsi qu'une technologie adaptée à l'agriculture durable sont d'une importance suprême. Les gouvernements du Nord doivent mettre fin à leurs objectifs ambitieux concernant l'utilisation des biocarburants qui entraîne une production du biocarburant à large échelle dans le Sud, menace la sécurité alimentaire et marginalise les pauvres.

Dans leur régime commercial, les organisations internationales doivent fixer comme objectifs prioritaires la production et la distribution équitable de la nourriture, la régulation des marchés

mondiaux de l'alimentation, l'adaptation au changement climatique dans les pays pauvres, l'atténuation dans les pays riches, et l'adoption d'une sécurité alimentaire et de la diminution de la pauvreté à long terme (à préférer à un « libre » échange). Les institutions financières internationales doivent renverser leurs stratégies libérales qui ont conduit à la marginalisation des petits exploitants agricoles. L'aide alimentaire n'est, et n'a jamais été, la réponse. Les droits à la production alimentaire et les droits à la terre du mkulima, du campesino et du kisan doivent être acquis de toute urgence.

Par le partenaire Drynet, Sona Prakash, de Both ENDS, aux Pays-Bas.

### INTRODUCTION DE TROIS BONNES PRATIQUES À LIRE DANS LEUR INTEGRALITÉ SUR NOTRE SITE INTERNET :

#### Reboisement participatif pour la capture de carbone en terre aride à Birjand en Iran

Le projet a été conçu pour démontrer que les terres de pâturage dégradées peuvent être reconverties de façon économique au bénéfice des populations locales et qu'il existe un fort potentiel de capture du carbone dans les plantes et les sols de ces zones au bénéfice de la planète en général. Le projet utilise des approches participatives pour mobiliser les communautés qui participent et pour les valoriser par ce travail de réinsertion autonome. ...

#### Mise en défend et reboisement à Thiambène Till, au Sénégal

Le programme vise à sensibiliser les participants aux acteurs clés du domaine de la protection environnementale rurale et urbaine du Sénégal, par un échange d'informations, de pédagogies et de communications de manière à apporter un changement de comportement et une meilleure compréhension des besoins pour une gestion efficace. ...

#### Application de la loi sur la protection des sols et l'amélioration de la terre par TEMA

Pour la première fois dans l'histoire turque, une loi sur la conservation des sols et la gestion de la terre a été promulguée grâce aux efforts des ONG. Il s'agit de la « Loi sur la Protection des sols et l'amélioration de la terre ». L'association TEMA, partenaire Drynet, entourée de ses bénévoles issus de tous milieux ont combattu activement pour l'approbation de cette loi par le parlement ...

## International Agenda 2008

Du 3 au 14 novembre 2008 -

- CRIC 7 et CST 9 à Istanbul en Turquie. La 7ème session du Comité chargé de la révision de la mise en œuvre de la Convention (de lutte contre la désertification) va se réunir en parallèle de la 9ème session du Comité scientifique et technique (CST). [www.unccd.int](http://www.unccd.int)

Du 5 au 7 novembre 2008 -

- ClimAdapt à Göttingen en Allemagne, organisé par AGRECOL, l'Association pour l'AgriCulture et l'Ecologie. Un événement à ciel ouvert sur les ressources innovantes de l'agriculture durable. [www.agrecol.de/climadapt](http://www.agrecol.de/climadapt)

- Du 14 au 17 décembre 2008

- Conférence sur les terres arides. Déserts et Désertification. Deuxième conférence des Instituts Blaustein pour la recherche sur le désert, à l'université Ben Gurion University de Negev, Sede Boqer Campus, en Israël.

La conférence va s'attacher aux thèmes suivants : les facteurs de la dégradation des terres arides à savoir les processus sociologiques, économiques et biophysiques et ce qui génère, conserve ou fortifie les régions dégradées ; et la gestion des politiques et des outils de conservation des régions à préserver et de rénovation des régions non préservées pour maintenir un système durable.

<http://cmsprod.bgu.ac.il/Eng/units/bidr/desertification2008>

## INFORMATIONS GENERALES

### Les agrocarburants : opportunité ou menace ?

La crise énergétique est le produit d'une utilisation excessive de la part des pays développés et de la hausse des prix des hydrocarbures, due à la spéculation du secteur pétrolier. Cette crise a donné lieu à une alliance génératrice de problèmes entre les entreprises de semences en raison de la manipulation génétique, des producteurs agrochimiques et de l'industrie automobile. Cette alliance cherche à produire des sources d'énergie alternative et, visiblement, à contribuer à la réduction des effets environnementaux du changement climatique.

Les agrocarburants représentent une source d'énergie fondée sur la monoculture de produits tels que le soja, le sucre de canne et le maïs alors que les biocarburants représentent une source d'énergie renouvelable d'origine biologique comme le bois de chauffage, le charbon, le fumier, le biogaz, le biohydrogène et les déchets agricoles. Nous comprenons ainsi l'intérêt qu'ont les producteurs d'agrocarburants de favoriser le terme bio au terme agro. De cette façon, ils veulent se soustraire aux questions allant à l'encontre de cette proposition alternative puisqu'elle implique de graves impacts sociaux, environnementaux et économiques ; ces derniers pourraient entraîner des conflits sociaux attribués à la raréfaction de la nourriture, à la dégradation de la nature, à la pollution des sols et des eaux et aux déséquilibres territoriaux.



déforestation par la production de soja au Brésil. Photo de Jan Gilhuis, de Solidaridad

En Amérique latine, dix pays produisent des agrocarburants, ce sont les agro-exportateurs. Le paradoxe repose sur le fait que cinq d'entre eux présentent des niveaux élevés de malnutrition, ce qui reflète les déséquilibres du marché alimentaire interne. Ceci nous dévoile le conflit inhérent à la production de produits alimentaires et à la production d'agrocarburants, cette dernière offrant un rendement supérieur. Dans ce scénario, les couches de la population ayant les salaires les plus bas sont les plus vulnérables car elles ne peuvent pas se permettre d'acheter les aliments dont les prix augmentent.

L'argument de réponse? Les cultures prévues pour la production d'agrocarburant poussent dans des zones dégradées, qui n'accueillent plus d'agriculture intensive ; cela signifie que des sols dégradés sont récupérés car ils présentent certaines cultures particulièrement adaptées. Ce que l'on ne dit pas, c'est que ces cultures, si elles poussent, participent à l'expansion de la frontière agricole, éliminent la biodiversité existante, déplacent les lieux de pâturage prévus pour l'élevage

et pour d'autres cultures prévues pour la consommation nationale, dégradent le sol plus rapidement en raison du recours aux engrais et aux pesticides et entraînent le déplacement des populations locales vers d'autres régions.

En fait, il faudrait dire que l'objectif de la production d'agrocarburants est le contrôle des systèmes de production alimentaire et énergétique, entraînant plus de pauvreté rurale, la destruction de la biodiversité, et la faim.

Par le partenaire Drynet, Miguel Angel Crespo, Directeur de PROBIOMA, en Bolivie.

.....  
Si vous souhaitez recevoir cette newsletter par voie électronique ou encore si vous voulez plus de renseignements sur les articles publiés, contactez nous par email à l'adresse suivante : [drynet@bothends.org](mailto:drynet@bothends.org) ou rendez vous sur notre site internet sur : [www.dry-net.org](http://www.dry-net.org)  
.....

## INFORMATIONS REGIONALES

### Le Développement des biocarburants en Afrique: illusion ou option durable?

Le développement des biocarburants: Une dynamique internationale

La scène énergétique internationale connaît un engouement particulier au sujet des biocarburants. Ces énergies alternatives sont perçues non seulement comme l'une des réponses à la présente crise énergétique au niveau mondial mais aussi comme l'une des solutions au problème du réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre.

Si l'Union Européenne considère les biocarburants comme une source durable d'énergie, les Etats-Unis ont tendance à les prendre pour une alternative de réduction de la dépendance du pétrole et aussi pour une solution technique en vue de gérer les changements climatiques. Par ailleurs, plusieurs pays en développement se sont engagés dans le développement des biocarburants avec une perspective orientée plutôt vers l'exportation. Le cas du Brésil, du Mexique et de la Malaisie illustre bien cette tendance.

Le continent africain, quant à lui, cherche à se positionner par rapport à cette dynamique autour des biocarburants, avec un souci particulier d'assurer l'équilibre entre la sécurité alimentaire et celle énergétique. Une vision plutôt motivée par la forte croissance démographique, les besoins urgents d'amélioration de l'accès à l'énergie et plus globalement par les exigences d'un développement économique soutenable.

Les biocarburants ne sont pas une source nouvelle d'énergie, ils ont été utilisés depuis

longtemps en Asie, dans les îles du Pacifique et depuis déjà quelques décennies en Afrique (Le Mali en particulier pour la valorisation du pourghère). Même si depuis longtemps, leur valorisation a été opérée à une échelle confinée surtout à l'usage domestique, les biocarburants ont réussi à semer l'espoir pour une utilisation massive notamment pour la réduction de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles sous la menace de l'épuisement de leurs ressources ainsi que pour l'accroissement de l'accès des pauvres à l'énergie et l'amélioration des revenus des communautés locales.

Au niveau mondial, le présent intérêt aux biocarburants s'inscrit plutôt dans une nouvelle logique de production industrielle dans le cadre d'un marché international régi par les règles de la mondialisation. Du paysage qui se dessine autour du récent développement de cette filière ressort l'émergence de deux tendances. Il s'agit d'une part, de celle des pays importateurs de combustibles fossiles qui cherchent une solution immédiate pour la réduction de leurs lourdes factures énergétiques et d'autre part, celle des pays qui ont emprunté – ou s'intéressent à la voie de l'exportation des biocarburants et qui cherchent à bien se positionner par rapport au commerce international de l'énergie. Ceci reflète le grand espoir vis-à-vis des biocarburants en vue de surmonter la crise énergétique et promouvoir l'utilisation d'énergie alternative et la lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences. Les modes de production de biocarburants, pratiqués jusqu'à présent à l'échelle industrielle, reposent surtout sur la valorisation énergétiques de cultures à base agro-alimentaire telles que la canne à sucre, le maïs, le soja et autres. Cette première génération de biocarburants, demeure contestable et alimente actuellement un grand débat sur la sécurité alimentaire, menacée par les besoins de la sécurité énergétique.

Ce débat a suscité un nouvel intérêt orienté vers l'exploration d'une deuxième génération de



Le pourghère (*jatropha curcas*). Photo Enda

biocarburants, basée sur la valorisation énergétique des résidus agricoles et forestiers/ transformation de la matière ligno-cellulosique. Mais, cette deuxième génération n'a pas encore atteint le stade de viabilité économique recherchée. La valorisation énergétique du Pourghère occupe une place particulière dans le débat sur les biocarburants, notamment en Afrique et en Asie. Cette plante, dont la culture se prête à des sols semi arides, arides ou sub-humides, a tendance à répondre au compromis recherché entre l'usage des sols et de l'eau pour les besoins alimentaires ou les besoins énergétiques. Cependant, la question qui se pose naturellement a trait à la nécessité de convertir des terres agricoles et des espaces forestiers pour une production à grande échelle et l'approvisionnement d'un marché commercial d'huile de Pourghère.

### Les bilans énergétique, environnemental et social de la production des biocarburants

Si la protection de l'environnement est considérée par les partisans des biocarburants comme étant un facteur important et positif dans l'équation biocarburants, d'autres thèses ont déjà émergé pour attirer l'attention sur des bilans énergétiques, environnementaux et sociaux mitigés qui entachent les avantages attribuées aux biocar-

## INFORMATIONS REGIONALES

burants en tant qu'option propre alternative à l'utilisation des combustibles fossiles.

Au plan énergétique, lesdites thèses présentent la filière biocarburants, depuis la culture et la production jusqu'au transport et livraison à l'usage final «from field to wheel» comme étant énergétivore. La production et le transport de biocarburants à l'échelle commerciale semblent présenter des bilans énergétiques négatifs dans certains cas, et même pour le cas le plus favorable de l'éthanol, le rapport de l'énergie produite à l'énergie consommée dans le processus ne dépasse pas 1.8<sup>1</sup>.

En définitive, la production et le transport commercial des biocarburants passe paradoxalement par un processus industriel qui dépend, lui-même, de l'énergie fossile.

La perte de la biodiversité, la dégradation et la pollution des sols, le déboisement des forêts pour les mise en place des plantations à grande échelle de monocultures<sup>2</sup> énergétiques donnant naissance à ce qu'on a tendance à appeler les «Déserts verts»<sup>3</sup> sont autant d'impacts négatifs qui entachent la durabilité de l'utilisation des biocarburants.

Paradoxalement aussi, l'intensification des monocultures énergétiques destinées à la production des biocarburants nécessite l'utilisation d'intrants agricoles dangereux tels que les fertilisants chimiques et les pesticides, provoquant de sérieux problèmes de dégradation des sols et des ressources en eau.

Au plan social, la critique est actuellement orientée sur la contribution de la filière biocarburants à l'enchérissement des prix des produits agro-alimentaires et l'aggravation de la pauvreté dans les pays sous développés. Cette situation semble actuellement se substituer à l'accusation du dumping long-



une plantation de palmiers à huile au Brésil. Photo Web

temps pratiqué par les agriculteurs du Nord à travers l'écoulement de leurs surplus de production agricole soutenue par des politiques incitatives. Le même scénario semble être dupliqué aujourd'hui avec les mesures soutenant les biocarburants en Europe et aux USA. L'absence d'une réglementation incitative à la production à grande échelle des biocarburants en Afrique risque de défavoriser cette filière, d'exclure la région de la dynamique de réduction de la dépendance en énergie fossile et de l'exposer fortement aux chocs pétroliers.

Une réglementation appropriée devrait dissuader l'exclusion des petits exploitants agricoles et ainsi des cultures de subsistance qui n'ont pas les capacités de tenir la concurrence sur le marché mondial. Au sujet de l'adéquation entre les orientations politiques agricoles et énergétiques, la FAO a révélé une position marquée de modération par rapport au développement des biocarburants et insiste sur le respect de l'équilibre entre la souveraineté alimentaire et la sécurité énergétique<sup>4</sup>. Le cas du Mexique illustre bien la crise autour du maïs qui constitue un produit alimentaire de base. L'enchérissement du prix du maïs est associé à la demande grandissante de ce produit pour la production de l'éthanol destiné au marché des USA. Les prix des Tortillas ont connu une augmentation

### Des critères environnementaux et sociaux pour le développement durable des biocarburants

Une prise de conscience est manifestée à l'échelle mondiale à propos des effets pervers potentiels causés par la production des biocarburants. La réponse est orientée vers la définition de critères de durabilité et la mise en place d'un mécanisme de certification pour les biocarburants. Des initiatives sont lancées pour le développement de standards assurant un développement durable des biocarburants. Les principaux cadre de concertations sont la ' Table Ronde sur les Biocarburants Durables' <sup>6</sup>, la ' Table Ronde sur l'Huile de Palme' Durable' <sup>7</sup>.

1 M. A. Altieri and Holt-Gimenez, The Berkeley Daily Planet, 6 Feb. 2007.

2 Culture d'une espèce végétale unique sur les mêmes superficies pendant de nombreuses années

3 Le Brésil, la Malaisie et l'Indonésie connaissent déjà ce phénomène avec les plantations massives de la canne à sucre et des palmiers à huile.

4 Biofuels – Some Myths and Misconceptions, NFU, June 2007

5 J. Burnstein et M. P. Rocha – South Bulletin, n° 143, 15 Avril 2007

6 Roundtable on sustainable Biofuels, Initiative de l'Ecole Polytechnique de Lausanne, Centre de l'Energie, 2007

7 Multi-stakeholder plateforme avec un secrétariat en Malaisie

## INFORMATIONS REGIONALES

Plusieurs interrogations peuvent d'ores et déjà être posées notamment en ce qui concerne la mise en oeuvre de ces standards en terme de procédures pour les appliquer et aussi pour les mesurer.

En effet, la faisabilité de cette standardisation au niveau des pays en développement renvoie à la prise en compte des faibles capacités des producteurs, de la sécurité alimentaire, des droits d'exploitation des sols, des droits des agriculteurs et aussi de la préservation des cultures vivrières et des exploitations familiales.

Une autre question serait le degré d'implication et d'influence des pays en développement, africains notamment, au sein de ces cadres de concertation. Ces pays sont-ils bien associés aux différentes initiatives de normalisation à l'échelle internationale? Assurent-ils la prise en compte de leurs priorités, spécificités et surtout leurs besoins en développement et leurs obligations de réduction de la pauvreté?

Le défi pour le développement des biocarburants est d'éviter de tomber dans le modèle du commerce international de l'énergie fossile peu profitable aux pays africains même ceux producteurs du pétrole.

**Les biocarburants pour l'Afrique: Une illusion ou une option soutenable pour l'atténuation de la vulnérabilité énergétique et la réduction de la pauvreté**

L'Afrique a connu plusieurs tentatives pour le développement des biocarburants. Les initiatives au Mali remontent aux années 40, notamment en matière de valorisation du Pourghère. Néanmoins, les applications sont restées limitées à des usages à très petite échelle

dans un contexte d'amélioration de l'accès des ruraux à quelques services énergétiques.

Actuellement, on assiste à une prolifération d'intérêts au sein du continent. L'île Maurice, constitue un exemple de leadership dans le domaine de la valorisation de la bioénergie, avec 40% des besoins énergétiques assuré à travers la cogénération à partir de la bagasse issue d'usines de production du sucre à base de la canne à sucre. L'île Maurice, s'oriente aussi vers la valorisation de la canne à sucre pour la production de l'éthanol.

D'autres pays ont déjà élaboré des stratégies nationales. Le cas du Mali avec des objectifs bien définis, le Sénégal avec un programme national et plusieurs pays de la sous région sud de l'Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe, Zambie), mais l'on se demande si ses stratégies sont basées sur des données fiables (tant au plan agronomique qu'énergétique) et si elles s'accordent avec les politiques agricoles et environnementales.

Mais, l'Afrique serait-elle en mesure d'assurer sa sécurité énergétique à partir de biocarburants sans porter atteinte à sa sécurité alimentaire, à son environnement et à sa biodiversité?

Avec la mise en place de standards internationaux sur les biocarburants, les pays africains, qui semblent tentés par la conquête d'un nouveau marché international, seront-ils conformes aux normes de plantation et de production durables? Aussi, au delà de la formulation de stratégies pour les biocarburants, les pays africains seront-ils en mesure d'atteindre leurs objectifs et être compétitifs sur le marché international?

Les chocs pétroliers des années 70 ont stimulé le même engouement pour les Energies Renouvelables (Solaire et éolienne, notamment) mais force est de constater qu'après plus de deux décennies, l'Afrique ne parvient pas à faire de ces énergies un levier pour la sécurité énergétique, la réduction

de la pauvreté et le développement durable. L'illusion, déjà vécue autour des technologies d'énergies renouvelables, ne risque-t-elle pas de se reproduire autour des biocarburants?

Un besoin urgent et immédiat est fortement ressenti en Afrique pour mener une réflexion profonde sur la filière biocarburants qui demeure insuffisamment appréciée. Aussi, le développement à grande échelle des biocarburants devrait-il s'opérer dans le cadre d'une planification énergétique globale appropriée. Les biocarburants doivent être considérés au sein d'un "mix" énergétique qui devrait intégrer toutes les autres formes d'énergies alternatives propres. En plus de la diversification des sources d'énergie, l'Efficacité Énergétique devrait être une priorité dans les stratégies énergétiques aussi bien pour les systèmes de production que de consommation.

Une attention particulière est à accorder aux biocarburants dont le développement à grande échelle interpelle plusieurs acteurs. La concertation nationale et l'harmonisation entre les politiques énergétiques, agricoles, environnementales et sociales devraient être assurées afin de maintenir l'équilibre entre la sécurité alimentaire, énergétiques et le droit au développement social durable.

La priorité devrait également être donnée à l'encouragement de la production locale en vue de satisfaire les besoins au niveau national et promouvoir la valeur ajoutée au niveau local.

Le commerce international pourrait être considéré mais en tant qu'option secondaire.

**Par le partenaire Drynet, Enda "Energie Environnement Développement", Dakar Sénégal**

## INFORMATIONS REGIONALES

### Gestion de l'environnement et lutte contre la pauvreté : Démultiplication de l'expérience de Thiambène Till

#### Contexte :

L'ampleur des défis écologiques dans les régions sénégalaises de Saint Louis et de Louga, a attiré l'attention d'acteurs divers, sur la nécessité de restaurer ce biotope grâce à l'intégration de l'arbre dans le système productif agricole. Des expériences menées à Thiambène Till, au sein de la communauté rurale de Sakal, région de Louga, constituent un modèle d'école pour la reconstitution de la biodiversité en zone aride. Cette gestion intégrée des ressources naturelles alliant à la fois, la mise en défens et la régénération assistée, a permis en l'espace d'une année, de porter la densité de cette aire protégée, de 10 à 1250 arbres/ha, sur une superficie de 52 ha.. Elle a également permis, la reconstitution du tapis herbacé, la relance de l'élevage traditionnel et l'amélioration de la fertilité des terres.

Le projet est réalisé dans le vieux bassin arachidier, à Diourbel, à Fatick et à Louga, zones caractérisées par un climat de type soudano sahélien avec une saison sèche de longue durée. La pluviométrie, irrégulièrement répartie, y est très variable d'une année à l'autre. La végétation, quand à elle, constituée par des épineux, des baobabs et tamariniers, se trouve affectée par la sécheresse et les actions anthropiques. La quasi-absence de forêts classées dans le milieu, y fragilise extrêmement les écosystèmes. Une analyse



Travaux champêtres, Sénégal. Photo Enda

de la situation d'avant le projet, place la dégradation des ressources naturelles résultant d'une exploitation intensive, au centre de la problématique. Les principales causes sont d'ordre naturel et anthropique.

Les causes naturelles résultent des bouleversements environnementaux tels que l'avancée du désert, la déforestation, l'érosion, la dégradation des pâturages, la perte de la biodiversité et la forte baisse de la pluviométrie.

Celles issues de source anthropique, sont d'après le bilan du Plan Quinquennal de l'ISRA 1990 – 1995 : la pratique de la monoculture arachidière et le développement de la mécanisation résultant de la politique agraire des années 60, la pression démographique, la faiblesse de l'approvisionnement en facteurs de production suite à l'arrêt du Programme Agricole des années 1979 et 1980, l'absence de crédits spécifiquement destinés à l'acquisition des intrants, l'inadéquation des cartes variétales des différentes cultures en particulier l'arachide et le mil suite au glissement des isohyètes, la baisse de fertilité des sols, l'épuisement des ressources ligneuses ainsi que la surexploitation de l'espace rural du fait de la suppression de la jachère longue

et de l'occupation de la quasi totalité de l'espace agricole.

Les effets entraînés par ce phénomène, se réfèrent à une baisse de fertilité et à une dégradation des sols, entraînant une fragilisation des systèmes de production, suivie par un exode massif des populations. En raison de l'exploitation intensive des ressources naturelles, la qualité du sol dans ces régions, a sévèrement été endommagée. La pratique de la monoculture a entraîné l'élévation du niveau d'acidité dans le sol causant une baisse des rendements, réduisant de fait, la production de mil, de sorgho et de maïs, de Thiambène Till, dans le contexte d'une agriculture de type familial, et sa capacité à satisfaire les besoins de sa population. Un déficit vivrier pour 40% de la population, renforcé par le manque d'eau, les difficultés liées à sa répartition pour la satisfaction des besoins humains, animaux et végétaux, la mauvaise gestion de la ressource, lorsqu'elle est de mise, ont entraîné des sources de tensions permanentes entre les utilisateurs, avec des conséquences dommageables pour les systèmes productifs et les conditions de vie des populations.



## INFORMATIONS REGIONALES

### Activités

GREEN SENEGAL<sup>1</sup>, a mis en œuvre une approche programée et intégrée, orientée vers la prise en charge des ressources naturelles, est menée au profit de 59 villages issus de plusieurs communautés rurales, aux fins d'agir sur la pauvreté galopante. Elle est inspirée de l'expérience menée dans le cadre de la diffusion et de la vulgarisation des îlots de succès en zones arides et vise à sensibiliser les acteurs dans le domaine de la protection de l'environnement rural et urbain par le plaidoyer, l'échange, d'information, l'éducation et la communication pour un changement de comportement et une prise en compte effective des aspects de la gestion de leur cadre de vie. Globalement, le projet a pour but de contribuer à une meilleure gestion des ressources naturelles dans une optique de durabilité dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Plus spécifiquement, il cherche à renforcer les capacités des populations en gestion des ressources naturelles (1) ; à accroître la couverture des besoins alimentaires (2) ; à augmenter la productivité des sols tout en limitant la dégradation des ressources naturelles (3) et à promouvoir l'échange d'expériences fonctionnelles entre groupements (4).

Plusieurs excellents résultats ont été obtenus dans divers domaines d'activités, notamment :

**Le reboisement :** Le programme mis en place a permis de développer au niveau de chaque village, des technologies pour la production de bois de village, haies vives, brise-vent, arbres fruitiers dans les concessions, plantations d'alignement dans les artères des villages. Au terme de la première année, 20 hectares au total, ont été reboisés grâce à 05 pépinières principales mises en place, au développement de différentes espèces en vue de promouvoir la biodiversité et la vulgarisation des technologies agro forestières. La production de plants de

GREEN SENEGAL est ainsi passée de 100 000 à 300 000 plants.

**Le renforcement des capacités:** Aspect capital dans le dispositif du projet, il précède toutes les autres activités en vue d'une maîtrise, d'une appropriation et d'une gestion durable des actions entreprises. Les résultats obtenus grâce à la séquence de 11 formations, dispensées au profit de 860 bénéficiaires, composés de femmes à hauteur de 21%, témoignent d'une forte implication et de la réceptivité de la population et des groupements.

**La multiplication des semences:** Ce volet amorcé au niveau des villages encadrés, a permis la reconstitution du capital semencier dont la faiblesse est un obstacle de poids à l'autonomie des paysans. Les résultats de la campagne de production s'apprécient tant du point de vue de la production que de la qualité comme l'indique le tableau ci-après.

Toutes régions confondues (2000)			
	Mil	Niébé	Arachide
<b>Production (en tonnes)</b>	89	30	12
<b>Capacité de germination (en %)</b>	87,5	91,6	99
<b>Pureté spécifique (en %)</b>	98,5	98,8	98

dans la mise en place de structures dotées de savoir-faire efficace, en l'occurrence 4 commissions (reboisement, crédit, animation / sensibilisation, gestion des conflits) ont été instituées pour venir en appui aux structures pour une auto-prise en charge des préoccupations locales. La maîtrise des rôles et responsabilités de chaque acteur, la transparence et l'efficacité qui fondent les actions des groupements constituent un réel motif de satisfaction et présage de l'émancipation de cette structure quant à sa pérennisation dans la mise en place de structures dotées de savoir-faire efficace, en l'occurrence 4 commissions (reboisement, crédit, animation / sensibilisation, gestion des conflits) ont été instituées pour venir en appui aux structures pour une auto-prise en charge des préoccupations locales. La maîtrise des rôles et responsabilités de chaque acteur, la transparence et l'efficacité qui fondent

les actions des groupements constituent un réel motif de satisfaction et présage de l'émancipation de cette structure quant à sa pérennisation. De plus, la mise en place d'une base de données, partie intégrante des priorités que s'est assignée, GREEN SENEGAL, a permis de disposer d'un référentiel de base en vue de faire une évaluation à posteriori du projet dans des domaines d'activités spécifiques. Un inventaire floristique dans la zone est disponible, l'état de la ressource forestière est passé en revue, de même que la dynamique de la régénération et les principaux obstacles à la survie des plants.

La dualité formation/activité qui régit la démarche du projet a permis de poser les jalons d'un développement endogène prenant en compte la dimension environnementale dans la zone du projet. L'éveil des consciences suscité au sein de la population est le levier fondamental du facteur renforcement des capacités.

À travers le volet crédit, le programme a permis de relever substantiellement le pouvoir d'achat des bénéficiaires et d'apporter des ressources supplémentaires dans les foyers. Les femmes sont maintenant plus actives dans le processus de prise de décision et s'impliquent davantage dans les questions relatives à la bonne santé de la famille en général et des enfants en particulier.

### Conclusion

La dynamique unitaire et participative, caractéristique du projet, est instructive dans l'optique d'une appropriation et d'une gestion durable des acquis. Le projet se veut de tirer le meilleur parti du cadre fonctionnel de concertation inter villageois. Le défi majeur reste encore d'harmoniser la démarche au niveau des différents sites et de faciliter la diffusion et la vulgarisation des résultats acquis lors de l'exécution de ce projet.

<sup>1</sup> ONG dirigée par Voré NGana SECK, Email greensenegal@sentoosn  
Site Web : www.greensenegal.org